

« Les Nouvelles de Birmanie » n°11

Juillet 2006

Sources : AFP, AP, Irrawaddy Website, VOD et Reporters sans frontières

Le 07 juillet 2006 : Reddition de 848 combattants de l'ethnie Shan

Selon le journal gouvernemental *Myanma Ahlin*, près de 900 soldats Shans, appartenant à une faction dissidente de **l'Armée de l'Etat Shan** située au nord-est du pays, ont remis lors d'une cérémonie officielle 800 pistolets, 55 grenades et 63 mines. En échange de leur reddition, les combattants devraient « *recevoir une assistance pour vivre* », ainsi que des terres, précise le journal.

Cette reddition survient alors que le régime militaire a accentué sa répression depuis février dernier lorsqu'au moins une douzaine de responsables politiques Shans ont été arrêtés. Par ailleurs, le QG de l'Armée de l'Etat Shan a été pilonné en avril. Celle-ci compterait 5.000 combattants, selon les autorités. Les Shans sont en lutte contre la junte afin d'obtenir l'autonomie de leur État situé à la frontière avec la Thaïlande. Il s'agit de l'un des plus importants groupes ethniques avec près de 5000 combattants.

Le 08 juillet : Libéralisation de l'avocat et syndicaliste Aye Myint

Après avoir purgé une des 7 années de sa peine de prison pour diffusion de fausses informations suite à l'envoi d'une lettre à **l'Organisation Internationale du Travail** (OIT) dénonçant l'usage du travail forcé dans le pays, Aye Myint vient de retrouver la liberté. Cette libéralisation est liée aux conclusions de l'agence onusienne établies lors sa dernière réunion annuelle où elle demande à la junte birmane de libérer avant la fin du mois de juillet le dernier syndicaliste actuellement emprisonné, Aye Myint. Le régime militaire doit également établir avant la fin du mois d'octobre un processus crédible par lequel les plaintes pour travail forcé seraient évaluées. La Birmanie a déclaré être d'accord de suspendre toute poursuite contre des plaignants pour travail forcé.

[Su Su Nway](#), membre de la NLD qui avait été mise en prison suite à sa victoire en justice contre des autorités villageoises qu'elle accusait d'utiliser le travail forcé, a été libérée le mois dernier.

Le 25 juillet : Alors que des sentiments d'impatience ont été exprimés à l'égard de la junte par certains ministres à la veille de la 39^e réunion annuelle de l'Asean, l'association a abouti à un consensus mou sur la Birmanie

« Nous reconnaissons que la Birmanie a besoin de temps et d'espace politique pour relever ses défis, multiples et complexes. ». Cette phrase résume la position conciliante à laquelle a abouti le 25 juillet 2006 les dix ministres des affaires étrangères des pays de l'**Association des nations d'Asie du Sud-Est** (Asean) réunis pour deux jours dans la capitale malaisienne Kuala Lumpur. Le communiqué final des ministres a finalement été édulcoré des passages les plus sensibles au fil des réunions, notamment en raison des pressions du Cambodge, du Laos et du Vietnam. Le nom d'Aung San Suu Kyi, toujours en résidence surveillée à Rangoon, n'a pas été prononcé.

Or, quelques jours avant l'ouverture de cette conférence, le cas birman avait divisé la « famille Asean ». Son secrétaire général, [Ong Keng Yong](#), avait promis l'adoption d'une position plus ferme. « Je pense que les gens diront ce qu'ils ont sur le cœur, maintenant jusqu'où cela ira, je ne sais pas, nous verrons », avait-il dit, tout en rappelant cependant que l'association n'avait pas les moyens de pression à l'égard de ses membres.

Certains officiels avaient exprimé lassitude et impatience vis-à-vis de la junte birmane, tant l'image désastreuse de la junte rejaillit négativement sur l'organisation. « Je pense qu'il nous ont traités avec mépris » a constaté amèrement le chef de la diplomatie malaisienne, [Syed Hamid Albar](#), qui poursuit en estimant que « l'Asean a atteint maintenant un stade où il est impossible de prendre la défense d'un membre lorsqu'il ne fait aucun effort pour coopérer ou se prendre en main ». Cette déclaration fait ainsi référence au refus des généraux birmans d'accueillir en mars dernier l'envoyé spécial de l'Asean qui a pu finalement se rendre dans le pays sans cependant pouvoir s'entretenir avec Aung San Suu Kyi.

Le ministre malaisien avait alors conclu que l'Asean pourrait aussi tout simplement se désintéresser du cas birman et laisser les militaires traiter directement avec les Nations Unies : « La Birmanie ne veut pas de nous. Cela signifie donc qu'elle n'a pas besoin de nous pour régler ses problèmes, il est donc préférable que les Nations unies s'en occupent » ; il faisait remarquer que, à la différence de l'émissaire de l'Asean, celui de l'Onu a eu droit à des égards. Ibrahim Gambari avait pu exceptionnellement rencontrer fin mai l'opposante Aung San Suu Kyi. La délégation birmane a vite démenti tout traitement de faveur à l'égard de l'ONU : « Ce n'est pas vrai. Nous n'avons jamais snobé l'Asean... Nous faisons bien partie de la famille », a déclaré au journal *New Straits Times* le responsable du secrétariat de la Birmanie auprès de l'Asean, [Aung Bwa](#).

De leur côté, dans un nouvel appel lancé le samedi 22 juillet, la **Convention interparlementaire sur la Birmanie de l'Asean** (AIPMC), regroupant les députés du Cambodge, de Malaisie, des Philippines, de Singapour et de Thaïlande afin de promouvoir des réformes démocratiques en Birmanie, a estimé que l'Association devait « accepter le fait qu'elle porte la responsabilité première dans la recherche d'une solution politique au problème ».

Les prises de positions conciliantes de l'association, faites de simples remontrances verbales, ceci au nom de la solidarité interne et du principe de non ingérence inscrit dans ses statuts, n'ont pourtant pas eu d'effet concret jusqu'à présent. De même, les diverses et multiples pressions des **Nations Unies** (Assemblée générale, Secrétariat général et Commission des droits de l'Homme), des **Etats-Unis** et de l'**Union européenne** sont également restées lettres mortes. La **Chine**, la **Russie** et le **Japon** s'opposent à la saisine par le **Conseil de Sécurité** du cas birman, en raison de l'exploitation par ces pays des ressources naturelles de Birmanie (bois, gaz, pétrole en échange d'armes...).

ARTICLE

« L'Internet birman ressemble de plus en plus à un Intranet »

Par Reporters sans frontières

Le 04 juillet 2006

Le service de courrier électronique **Gmail**, ainsi que les systèmes de téléphonie sur Internet **Gtalk** et **Skype**, sont bloqués en Birmanie depuis fin juin. Reporters sans frontières constate que l'Internet birman ressemble de plus en plus à un Intranet.

« La décision de bannir Gtalk et Skype a été prise en partie pour des motifs financiers, les services de voix sur IP (VOIP) s'attaquant au marché juteux de la téléphonie longue distance, dont l'Etat a le monopole. Mais c'est aussi parce que, à l'instar des webmails, ce type de communication est très difficile à mettre sur écoute. L'Internet birman est plus contrôlé que le Net chinois », a déclaré l'organisation.

Les autorités, qui bloquent déjà l'accès aux services de mail de **Yahoo !** et **Microsoft (Hotmail)**, veulent obliger les internautes birmans à utiliser les comptes Mail4U délivrés par le *Myanmar Teleport* (anciennement Bagan Cybertech), une entreprise d'Etat qui filtre et contrôle le contenu des courriels. Il semble toutefois que le blocage de Gmail, Gtalk et Skype ne soit pas entièrement stable et que les internautes puissent parfois accéder à ces services.

Fin mai, au moment où l'assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi a été prolongée, Internet avait été complètement coupé en Birmanie. Seuls les sites locaux du Myanmar Wide Web, un Intranet national composé de sites agréés par le régime, étaient alors accessibles. Le *Myanmar Posts and Telecom* (MPT), l'un des départements du ministère des Communications, de la Poste et des Télégraphes, avait déclaré que cette coupure était due à une défaillance technique liée aux câbles optiques sous-marins situés au large de Singapour. Mais, selon un journaliste de la radio *Democratic Voice of Burma*, cette coupure serait en réalité un « *tour de passe-passe* » qui a permis aux autorités de mettre à jour leurs programmes de filtrage d'Internet.

Officiellement, la Birmanie dit vouloir se moderniser en accordant la priorité aux nouvelles technologies. En réalité, la junte militaire fait tout pour contrôler les informations circulant sur la Toile.

Dans ce pays, tout ordinateur doit être enregistré auprès du MPT, les contrevenants étant passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison. C'est l'Etat qui délivre les licences des cafés Internet. Ces derniers sont obligés de demander les papiers d'identité de leurs clients et d'installer des logiciels qui prennent des captures d'écran toutes les cinq minutes. Toutes ces données doivent être conservées sur CD et sont régulièrement envoyées aux autorités.

Les autorités birmanes ont ordonné le filtrage des journaux en ligne indépendants, des sites engagés dans la défense des droits de l'homme ou la promotion de la démocratie et les publications soutenant les revendications du peuple Karen (ethnie présente dans l'est du pays en lutte contre le pouvoir). Pour accéder à ces sites bloqués, ainsi qu'aux webmails, les internautes ont recours à des serveurs proxy ou des techniques de tunneling (voir le guide du blogger et du cyberdissident de Reporters sans frontières). L'OpenNet Initiative a démontré que la junte utilise, depuis mai 2004, un logiciel de filtrage vendu par l'entreprise américaine Fortinet.

Enfin, la création d'un site est soumise à l'autorisation des autorités et, selon une loi de 2000, s'exprimer en ligne sur des sujets politiques et publier des écrits « *susceptibles de nuire aux*

intérêts de l'Union de Myanmar » ou « directement ou indirectement nuisibles à la politique de l'Etat en matière de sécurité » est passible d'une peine de six mois de prison.

La Birmanie est considérée par Reporters sans frontières comme l'un des 15 « trous noirs de l'Internet ».